

Radicale, décoloniale et systémique, l'agroécologie fait-elle partie de la solution face à la crise climatique ?

Par **Kali Abraham**

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la modification du système de production agricole vers l'avènement d'une agriculture industrielle s'est caractérisée par une homogénéisation de ses pratiques dans le but d'augmenter la production tout en réduisant les coûts. Cette transition a aussi vu naître une importante dépendance face aux intrants d'industriels tels que les pesticides ou les fertilisants chimiques. Aujourd'hui, les rapports scientifiques comme ceux du GIEC concernant les impacts de l'agriculture industrielle se multiplient quant aux liens dorénavant avérés entre la surexploitation des ressources naturelles et l'épuisement des sols et de la biodiversité. En plus de réduire la capacité de capter le carbone, la perte de biodiversité augmente également les risques de maladies tout en abaissant les taux de productions agricoles à moyen et à long terme.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le système agricole actuel serait responsable de la perte de biodiversité à hauteur de 75 %. Qui plus est, l'agriculture industrielle ne parvient pas à ralentir l'éradication de la faim dans le monde. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estimait ainsi que plus de 828 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde en 2022, soit 150 millions de plus qu'en 2019 (OMS 2022). Comme le souligne à juste titre l'économiste Thierry Pouch, si le dérèglement climatique est directement lié à nos modes de productions, la crise du capitalisme est donc aussi alimentaire (2017, 10). Mais, l'agriculture n'est qu'un élément parmi l'ensemble des facteurs aggravant la situation.

L'établissement d'un nouveau modèle d'agriculture fondé sur des principes de solidarité internationale, l'agroécologie, est depuis quelques années de plus en plus populaire. Ce modèle cherche à augmenter la résilience des populations les plus vulnérables face aux changements climatiques. Organisée autour de l'idée de justice environnementale et l'analyse des impacts socio-économiques des changements climatiques sur les communautés locales, l'agroécologie cherche avant tout à approfondir notre réflexion pour y proposer différentes manières de mettre en place des pratiques et des politiques agricoles plus justes et durables (Schlosberg 2014, 360). Bien que l'agroécologie ne soit pas directement citée dans les exemples de politiques de solidarité internationale, les principes et le cadre théorique de l'agroécologie témoignent d'un lien clair entre les deux. Ainsi, il est possible d'appréhender l'agroécologie comme une mise en pratique concrète de la solidarité internationale.

L'agroécologie, un exemple pratique et novateur de la solidarité internationale

L'agroécologie est un modèle reconnu par plusieurs organisations comme une manière holistique d'aborder les systèmes agricoles en y appliquant des pratiques écologiques et sociales durables, notamment par la FAO. Alors que les pratiques agroécologiques remontent bien avant la création de sa terminologie, le terme agroécologie se popularise auprès de la communauté scientifique dans les années 1920

avant de devenir une discipline à part entière dans les années 1980. Bien qu'il soit polysémique, l'agroécologie incarne toutefois des concepts clés reconnus par plusieurs acteurs de la communauté internationale. Cette pratique agricole repose sur deux aspects principaux, les aspects biophysiques et les aspects socioéconomiques. Elle s'inscrit dans une perspective liée au développement durable, qui se décline en quatre dimensions : socio-culturelle, environnementale, économique en plus de la dimension politique. Caractérisé par la réappropriation des savoirs locaux, le premier pilier de l'agroécologie repose sur des principes socioculturels en promouvant l'intégration des pratiques locales, via l'alimentation saine et suffisante ainsi que l'intégration du *leadership* des femmes. Qui plus est, cette dimension de l'agroécologie permet également d'intégrer l'interconnexion de la nature et de l'humain. Le professeur de l'Université Brandeis spécialisé en justice environnementale, Prakash Kashwan, explique que l'écologie et le social ne peuvent s'exclure et encore moins se légiférer en différé, car les sociétés ne peuvent prétendre assurer le bien-être de leur population sans allier l'environnement (Kashwan 2023, 22). En effet, les ressources des populations conditionnent directement leur habilité à répondre aux changements climatiques. Les savoirs locaux sont un bon exemple d'agroécologie puisque la prise en compte des enjeux d'un territoire donné résulte en des pratiques qui répondent aux besoins spécifiques de la population tout en étant durables afin de pérenniser les retombées.

Centrale au reste de ses actions, l'agroécologie repose un deuxième pilier sur la composante environnementale. Cette démarche s'articule autour des résultats de recherche et conclusions énoncées par la communauté scientifique depuis des années qui démontrent

les impacts dévastateurs du système agricole sur l'environnement. Comme l'agriculture est un des secteurs les plus polluants actuellement responsable de plus de 25 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, les systèmes de productions agricoles jouent dès lors un rôle prépondérant dans la santé des consommateurs et de la planète (Delcourt 2013, 36). Pour répondre à ce défi, l'agroécologie favorise des pratiques résilientes, ce qui se traduit par la capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à s'adapter aux effets des changements climatiques. Parmi les principales pratiques agroécologiques se trouvent la protection et l'intégration de la biodiversité indigène, l'utilisation d'intrants non toxiques pour remplacer les pesticides et les fertilisants chimiques, le respect des écosystèmes et l'utilisation et la conservation de semences locales, adaptées à l'environnement local, donc plus résilientes.

Afin de pouvoir mettre en pratique ces mesures résilientes et adaptées, l'agroécologie défend une vision économique axée sur la démultiplication des processus décisionnels afin de renforcer une économie de proximité et une économie équitable, qui passe par une redistribution économique juste pour tous les acteurs de la chaîne de production. Ce troisième pilier est également caractérisé par le renforcement de la biodiversité comme pratique de résilience économique pour les communautés locales. En effet, le système de monoculture, caractérisé par la production en masse d'une seule espèce végétale est aujourd'hui reconnue par la FAO comme un facteur réduisant la biodiversité et le nombre d'espèces générant un revenu. Avec l'augmentation des aléas climatiques, la multiplication des espèces végétales est aujourd'hui reconnue comme une solution

efficace pour augmenter les chances de stabiliser un revenu minimum. Cela permet ainsi de renforcer la sécurité économique des populations majoritairement issues du Sud global pour qui l'agriculture et les ressources naturelles sont des sources principales de revenus.

Pour que l'agroécologie porte fruit, il est essentiel d'ancrer ses mesures à l'intérieur de politiques à long terme afin qu'elles puissent permettre l'émergence de politiques à toutes les échelles ainsi que son financement par un plus grand nombre d'acteurs, dont la communauté internationale. L'agroécologie est donc éminemment politique, car elle promeut de nouvelles formes de gouvernances participatives via plus d'inclusivité qui placent les populations locales au cœur de ses politiques. Qui plus est, l'agroécologie s'inscrit dans un autre paradigme que celui promu par l'ordre international dominant qui souscrit à la libéralisation des marchés, la surexploitation des ressources naturelles et la domination socio-économique des pays occidentaux. De surcroît, l'agroécologie invite également à repenser l'aide internationale afin qu'émergent des politiques ciblant davantage les structures à la source des injustices climatiques tout en redonnant une responsabilité partagée entre les acteurs, que ce soit de la part des receveurs ou des donateurs d'aide. Cette vision est celle partagée, entre autres, par la chercheuse et auteure Maïka Sondarjee (2020), qu'elle nomme l'internationalisme radical, afin de revendiquer un changement radical au sein de la coopération internationale.

Le cas de Porto Rico est particulièrement évocateur pour comprendre le potentiel transformateur de l'agroécologie. En 2017, l'ouragan meurtrier Maria détruit une partie de l'île. Porto Rico est l'un des pays les plus vulnérables exposés aux effets des changements climatiques.

Face à cela, le pays décide de mettre en place des pratiques agroécologiques comme alternative au modèle économique néolibéral pour reconstruire l'île. Un élan de solidarité s'établit avec la diaspora portoricaine afin que la population ait accès à l'électricité solaire ainsi qu'au matériel nécessaire pour la reconstruction des fermes. En plus de resserrer le tissu social, la population est parvenue à s'autoformer aux techniques agroécologiques grâce à des volontaires venus participer à l'effort collectif de reconstruction (Febles 2020, 137). En tenant compte des pratiques locales plutôt que des pratiques industrielles, les habitants ont été à même de produire de fructueuses récoltes et de réinvestir les revenus générés par ces récoltes dans la réparation de leur maison. Plus solides, ces habitations sont plus résilientes face aux changements climatiques. La mise en pratique de leurs propres connaissances traditionnelles sur les écosystèmes ont permis de créer un modèle adapté au milieu, plus efficace et plus résistant aux aléas du climat. Les décisions liées à la production agricole écologique ont été prises sur le plan local, avec une participation active importante des femmes en fonction d'une classification spécifique à l'île. À long terme, ces pratiques ont également permis d'augmenter la fertilité des terres et de réduire l'érosion des sols, notamment par la préservation d'une biodiversité végétale qui absorbe et redonne de l'humidité aux sols et aux plantes. Enfin, les communautés sont aujourd'hui mieux adaptées aux aléas climatiques, car la richesse de leur écosystème a augmenté leur résilience tout en minimisant les pertes économiques. Même si ces pratiques écologiques sont de plus en plus communes, elles sont loin d'être dominantes. Près de 85 % de l'alimentation des habitants de l'île proviennent toujours de produits importés. Il n'en demeure pas moins que l'influence de l'agroécologie continue

d'augmenter auprès du gouvernement central, notamment en raison de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques omniprésents sur l'île.

Or, le cas de Porto Rico n'est pas unique. Après le passage de l'ouragan Mitch en Amérique centrale, les agriculteurs et agricultrices ayant adopté des pratiques agroécologiques de diversification des espèces végétales, telles que les cultures de couverture ou l'agroforesterie, ont mieux résisté à l'ouragan que ceux et celles pratiquant la monoculture (McCune 2019, 10). D'autres initiatives semblables se mettent également en place en Asie et en Afrique où les résultats sont identiques. En général, les études réalisées sur le sujet démontrent l'efficacité des pratiques agroécologiques et révèlent que les avantages apportés par ce nouveau paradigme agricole sur le plan de la justice sociale et environnementale sont significatifs.

La première évaluation mondiale des initiatives agroécologiques dans les pays du Sud a été réalisée en 2003 par le professeur britannique Jules Pretty. L'étude a permis de mettre en évidence que la production céréalière avait augmenté d'environ 75 % pour quelque 4,42 millions d'agriculteurs (Pretty 2012, 218). En plus de fournir davantage de nourriture, les moyens de production utilisent des méthodes naturelles et non invasives qui respectent les écosystèmes. D'autres études publiées en 2010 rapportent des résultats similaires et confirment que les écosystèmes se sont améliorés de façon significative (Delcourt 2014, 48). Les études ont également conclu que l'agroécologie était positivement corrélée avec une diversification du régime alimentaire et une meilleure santé, et semblait également liée à une meilleure résilience aux changements climatiques (Koohafkan 2012, 63). Les résultats semblent

tous aller dans la même direction : l'agroécologie permet d'augmenter la résilience de celles et ceux qui subissent en premier les effets des changements climatiques, mais permet également de renforcer l'économie locale en améliorant leur sécurité alimentaire.

La dernière composante de l'agroécologie se situe au niveau des changements de politiques globales et cible les institutions internationales. L'implication des organisations non gouvernementales (ONG) au sein du mouvement soutenant l'agroécologie est déjà en marche. Par exemple, l'organisme québécois de coopération internationale, SUCO, en a fait l'une de ses expertises. Aujourd'hui, il cherche à transformer son rôle pour passer d'une aide internationale conventionnelle à l'accompagnement des communautés locales et au renforcement du *leadership* dans une démarche de transition climatique par le biais des pratiques agroécologiques. Pour ce faire, SUCO appuie des projets menés par des organismes grâce à la captation de fonds venant du gouvernement canadien afin de pouvoir transférer les ressources économiques et matérielles nécessaires. Ce faisant, l'organisme s'appuie sur le concept du devoir moral de justice envers les premières victimes des changements climatiques à travers des projets de souveraineté alimentaire qui vont à l'encontre du système agricole dominant actuel qui promeut l'importation de la production et l'échange des marchandises. Si l'aide internationale souhaite pérenniser ses objectifs, les populations locales et les partenaires locaux sont dès lors essentiels pour créer des politiques adaptées qui vont aux racines des problèmes vécus par ses populations.

À Haïti, SUCO finance par l'entremise des fonds d'Affaires mondiales Canada le projet « PROFI Femmes et Jeunes » depuis 2019 afin de financer une association locale de production et

de vente maraîchères dans le but d'appuyer les filières de mangues et d'anacardes. La mise en place de pratiques agroécologiques adaptées aux réalités locales ont permis de mettre au cœur du projet les femmes et les jeunes en tant que *leaders*, ce qui leur permet de renforcer leur pouvoir socio-économique dans la région.

Ces initiatives sont également suivies par d'autres acteurs présents à de multiples paliers. Le cas des champs-écoles est un autre exemple de solidarité internationale qui redonne le pouvoir aux agriculteurs et agricultrices d'une région grâce à leur mise en réseau avec des ONG, des agences internationales et des gouvernements pour que ces populations puissent développer leur propre système agroécologique tout en étant soutenu par ces institutions internationales. Ces pratiques cherchent avant tout à favoriser l'autonomie locale avec la mise en place de réseaux de marché de producteurs locaux permettant de répondre aux besoins de sécurité alimentaire et de sécurité financière, tout en soutenant des pratiques qui, au bout du compte, intègrent les principes sous-jacents à la solidarité internationale. Ces initiatives sont d'ailleurs soutenues par les résultats de différentes études. Des chercheurs de l'Université du Michigan ont, par exemple, démontré que le Sud pouvait tout à fait produire de manière agroécologique et en quantités suffisantes pour subvenir aux besoins de la population mondiale (Delcourt 2014, 60).

Les principes et pratiques véhiculés par l'agroécologie ne cherchent pas à faire disparaître les institutions internationales et les ONG, mais plutôt de transformer leur rôle et leurs actions. Selon l'approche agroécologique, le financement de la coopération internationale prendrait ainsi la forme d'un appui à l'autonomisation (*empowerment*) des acteurs locaux avec en son centre, la mise en pratique de leur savoir-faire, de leurs modèles

de gouvernance à toutes les échelles. De plus, cette autonomisation rurale s'enracinerait dans des systèmes agricoles regroupant notamment un ensemble d'intrants indigènes et de pratiques adaptées. Fondamentalement écologique et durable, l'agroécologie instaure des moyens de production qui s'accordent avec le renouvellement des ressources naturelles tout en adoptant des pratiques adaptées à la crise climatique. Alimentée par un désir de rétablir une distribution des richesses équitables au sein des communautés qui en ont été dépossédées, l'agroécologie est un mouvement éminemment décolonial. Ce nouveau paradigme propose une révision des dynamiques de pouvoirs octroyés entre les institutions responsables de la coopération internationale et les pays d'intervention en redonnant le pouvoir décisionnaire aux populations locales qui ont jusque-là été dominées par les intérêts des pays du Nord. Pour ce faire, la capitalisation des connaissances locales est générée par ces communautés, et pour elles-mêmes, afin que des économies locales et autonomes puissent émerger et se pérenniser. Enfin, l'agroécologie est solidaire, car elle propose une alternative au système agricole actuel en démontrant le devoir moral de redistribution des ressources auprès des régions les plus défavorisées, mais également parce qu'elle soutient la souveraineté alimentaire par la mise en réseau d'une économie locale qui intègre, entre autres, le principe d'économie post-croissance présenté par Maïka Sondarjee qui favorise une économie en marge des transferts internationaux (Sondarjee 2020, 223). Enfin, l'agroécologie permet de lier les principes de solidarité internationale à la crise climatique, car cette pratique questionne directement le modèle de développement fondé sur la recherche du profit ainsi que la surexploitation des ressources naturelles.

Au-delà des enjeux multifactoriels et profondément complexes, la crise climatique soulève des questions de fond au sein de tous les secteurs d'activités. Partout dans le monde, les questions de l'autosuffisance alimentaire et des modèles agricoles sont sujettes à de nombreux débats. À la fois source d'une pollution importante, l'agriculture est également génératrice de modèles qui inspirent et peuvent ainsi assurer la pérennité des besoins alimentaires pour l'ensemble de la planète, et ce, dans le respect des ressources naturelles et de leur renouvellement. L'agroécologie est présentée ici comme une manière de pratiquer cette résilience climatique en s'attaquant de front aux problèmes structurels. Pour que naisse alors une agriculture décoloniale où la réhabilitation des savoirs et la redistribution des richesses deviennent une réalité, avec pour corollaire une agriculture démocratique où la multiplication des processus écologique et de gouvernance conduise à la mise en place de pratiques durables.

Notice biographique

Kali Abraham, diplômée d'une maîtrise en science politique à l'Université de Montréal, s'intéresse tout particulièrement aux enjeux liés à la justice environnementale et aux mouvements sociaux.

Références

Delcourt, Laurent. 2014. *Agroécologie*. Paris : Éditions Syllepse.

Organisation mondiale de la santé. 2022. « D'après un rapport de l'ONU, la faim dans le monde progresse et pourrait avoir touché jusqu'à 828 millions de personnes en 2021. » OMS, le 6 juillet 2022. Disponible sur : <https://www.who.int/fr/news/item/06-07-2022-un-report--global-hunger-numbers-rose-to-as-many-as-828-million-in-2021>

Febles, Alvares Neslon et George Félix. 2020. *Hurricane Maria, agroecology, and climate change resiliency*. London: Routledge.

Kashwan, Prakash. 2022. *Climate Justice in India*. London: Cambridge University Press. Disponible sur : https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/0672E0FCDCB889E50E411D38632927EE/stamped-9781009171915c11_p229-245_CBO.pdf/conclusion_pathways_to_policies_and_praxis_of_climate_justice_in_india.pdf

Koohafkan, Parviz. 2012. "Green Agriculture: foundation for biodiverse, resilient and productive agricultural systems". *International journal of agricultural sustainability* 10(1):61-75. Disponible sur : <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/14735903.2011.610206?needAccess=true&role=button>

McCune, Nils, Ivette Perfecto, Katia Avilés-Vázquez, Jesús Vázquez-Negrón et John Vandermeer. 2019. "Peasant balances and agroecological scaling in Puerto Rican coffee farming, Agroecology and Sustainable Food Systems". *Taylor and Francis* 43 (1): 1-17. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/21683565.2019.1608348>

Pouch, Thierry. 2012. « La terre : une marchandise? Agriculture et mondialisation capitaliste. ». *L'Homme et la société*, 183 (1):9-13. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-lasociete-2012-1-page-9.htm>

Pretty, Jules, Stella Williams, et Camilla Toulmin. 2012. *Sustainable Intensification: Increasing Productivity in African Food and Agricultural Systems*. Hoboken: Taylor and Francis. Disponible sur : <https://doi.org/10.4324/9781849776844>

Schlosberg, David et Lisette B. 2014. « From environmental to climate justice: climate change and the discourse of environmental justice. » *WIREs Climate Change* 5(3):359-374. Disponible sur : <https://doi.org/10.1002/wcc.275>

Sondarjee, Maïka. 2020. *Perdre le Sud : décoloniser la solidarité internationale*. Québec : Écosociété.